

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM



Lieu de l'ERM : AXE MAKOBOLA-ABEKA TERRITOIRE DE FIZI

Contexte

Description de la crise

La zone de santé de Kabalo figure parmi les régions les plus exposées aux inondations fluviales, principalement dues aux fortes précipitations et aux crues du fleuve Congo. Ces phénomènes représentent des aléas récurrents et particulièrement destructeurs, surtout dans les zones riveraines où les moyens de subsistance des populations reposent en grande partie sur l'agriculture, la pêche et l'élevage. Entre le 20 et le 24 mars, des pluies diluviennes ont provoqué le débordement de plusieurs cours d'eau, dont le fleuve Congo, entraînant d'importantes inondations dans les secteurs de Lukuswa, Lwela Luvunguyi et Kabalo-centre, causant ainsi ont causé la destruction d'au moins 1 487 habitations, affectant gravement les ménages et leurs moyens de subsistance. Les zones les plus touchées sont Kabalo-centre avec 1 037 maisons détruites, suivie de Lwela Luvunguyi (268 maisons) et Lukuswa (183 maisons). EhTools 6389.

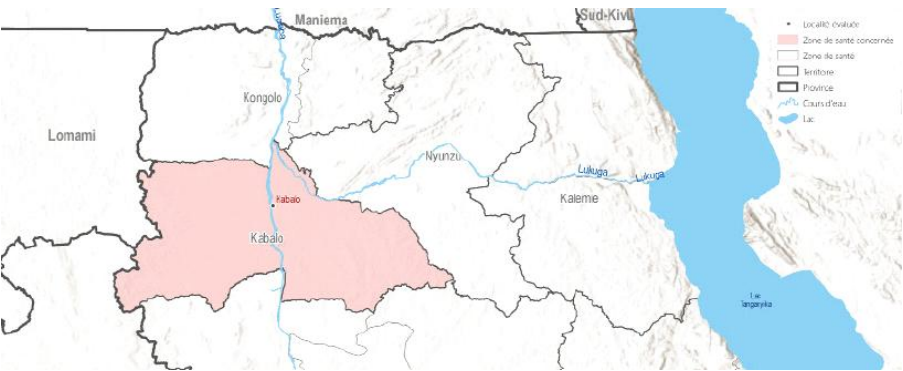
Les sinistrés se sont déplacés vers le site de Kibundjibuya entre mars et avril 2026, où elles ont installé des abris précaires ne respectant pas les normes minimales. Le 09 juin, un incendie a détruit ces abris ainsi que les biens essentiels, aggravant davantage leur situation. N'ayant bénéficié d'aucune assistance humanitaire, les sinistrés sont actuellement hébergés dans des infrastructures publiques (églises, écoles, bâtiments administratifs), où ils demeurent exposés à des conditions de vie précaires et à de multiples risques, en particulier les enfants et les personnes vulnérables. EhTools 6469.

C'est dans ce contexte qu'ACTED avec le soutien US DoS, a décidé d'organiser une évaluation rapide multisectorielle (ERM) dans le cadre du projet « projet Addressing Food Insecurity through a Multisectoral Response and the Delivery of Agricultural Support to crisis-affected communities in DRC « FLZ » dans son volet réponse aux inondations/ catastrophes naturelles. Sur la période allant du 24 au 28/06/2026 des enquêtes ménages ont été menées dans les 7 quartier de Kabalo centre, ainsi que des groupes de discussions pour approfondir les données déjà recollées par REACH en intégrant les conséquences dues au feu de brousse survenu le 09 juin. Par ailleurs, des enquêtes ménages avaient également été prévues dans le site de déplacés de Kibundjibuya et les villages/blocs environnants. Cependant, une fois arrivées sur le site les équipes ont constaté que le site avait été complètement détruit et que les ménages étaient revenus à Kabalo centre. A travers cette enquête, le but est de procéder à l'identification des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels, en abris, en eau, hygiène et assainissement, en éducation, en santé et l'identification des moyens de subsistance des populations sinistrées affectées par les différentes crises sus-évoquées.

L'axe est relativement calme ; sous contrôle de FARDC ; il y a couverture de réseau Airtel ; orange et Vodacom.

L'accessibilité à la zone passe par vol à partir de Kalemie car le pont entre Kalemie et Kabalo est coupé sur la rivière Lwizi dans le territoire de Nyunzu.

Carte de la localité étudiée (source: REACH Initiatives)



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	6469	0	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/06/2026	19/03/2026	01/03/2026
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	6313	7061	
Taille moyenne ménages	7,1	-	
Accès physique	Source : équipe d'évaluation		
Accès sécuritaire	Voiture		
Présence de la MONUSCO	Non		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Violences physiques/harcèlement, mariage forcé		
Couverture tél.	Vodacom, Orange, Airtel (estimation)		
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés			
RDS: Revue de données secondaires			
GDC: Groupe de discussion communautaire			
OL: Observations libres			

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)	Âge	Femmes	Hommes
	64+ ans	2%	1%
	18-64 ans	18%	17%
	6-17 ans	17%	22%
	7 mois-5 ans	8%	9%
	0-6 mois	1%	4%
	Total	46%	50%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

(% de ménages)

Pas d'aide reçue	96%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	4%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)						
Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	2984				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	35%	9%	2%	-	54%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	19%	-	34%	-	48%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	14%	28%	14%	54%	4%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	5%	-	95%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	21%	-	74%	-	5%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	10%	42%	38%	9%	0%
	Promiscuité dans les abris	55%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	0%	1%	99%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	6%	25%	44%	35%	2%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	3%	-	10%	-	86%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	1%	0%	57%	13%	28%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	35%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, Infection respiratoire aigue, Diarrhées aigues, Typhoïde, Malnutrition aigue globale, Choléra, Fièvre jaune, Rougeole				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	90%	-	-	-	10%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	88%	-	-	-	12%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	98%	-	2%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	9%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Au moment de l'enquête, la situation humanitaire dans la zone est critique et risque de s'aggraver sans intervention adaptée. La destruction des habitations, des cultures et la perte des moyens de subsistance ont accentué l'insécurité alimentaire, rendant les ménages dépendants de l'aide extérieure tant que l'activité agricole ne reprend pas. La persistance des déplacements constitue un défi majeur. Les inondations et l'insécurité dans les villages d'origine empêchent un retour durable, contraignant les populations à vivre dans des sites temporaires ou chez des hôtes, souvent dans des conditions précaires.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	92%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	37%
Vouchers / foires	43%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	82%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	23%
Autre	2%

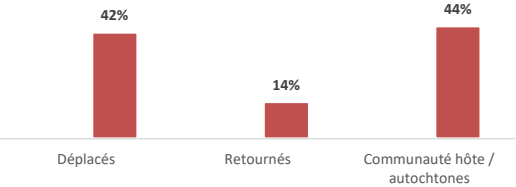
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	12
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	8
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	12
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	0
Santé	0
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	16
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête					
Méthodologie La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM réduit produite par REACH pour la communauté humanitaire en république démocratique du Congo. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de 113 ménages déterminés sur une population estimée à 6 313 ménages, répartis dans 7 localités évaluées. 94 ménages plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacun de 7 villages a été effective. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés) ainsi que des enquêtes ménages dans les villages échantillonnés le long de l'axe enquêté. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Au cours de cette enquête 8 entretiens individuels ont été réalisés dans les 7 villages (villages Kabebe, Kamaza 1, Kamaza 2, Ville 1, Ville 2, Mukosa et Cimetière) ainsi que 4 groupes de discussions, conformés par des institutions étatiques, centres de santé, leaders communautaires, représentants des déplacés et des retournés.	Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
	RDS	Non	-	-	Indicatifs
	IC distance	Non	-	-	Indicatifs
	IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
	GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
	EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
	Obs. libres	Non	-	-	Indicatifs
			EM	IC	RDS/GDC
	Date de début de l'enquête		24/06/2026	25/06/2026	25.06.2026
	Date de fin de l'enquête		27/06/2026	27/06/2026	26.06.2026
	Organisation		Acted	Acted	Acted
	Mission inter-agence/inter-organisation?		Non		Non
	Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
	Kabebe	925	16	1	1
	Kamaza 2	971	9	1	
	Kamaza 1	748	19	2	1
	Ville 1	1029	19	1	
	Ville 2	1084	20	1	
	Mukosa	708	12	1	1
	Cimetière	848	13	1	1
Total		-	6313	108	8
					4

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	42%	42%	
Retournés	14%	3%	
Communauté hôte / autochtones	44%	54%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

L'évaluation a fait état de 6 313 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 44 822 personnes (sur base d'une moyenne de 7,1 personnes par ménage apportée pendant les enquêtes ménages). Parmi ces ménages, 2 624 seraient déplacés (42% des ménages selon décompte au porte-à-porte dans les villages de petite taille et estimé dans les plus grands en triangulant les informations partagées par plusieurs informateurs clés), 910 ménages retournés et 2 779 ménages hôtes. Ces données démographiques ont été obtenues par décompte au porte-à-porte dans les villages de petite taille de la zone de santé de Kabalo, estimé dans les plus grands villages en triangulant les informations partagées par les informateurs clés sur la démographie de l'ensemble de l'axes. Si on ne tient compte que des estimations des informateurs clés et comptage, on estime le nombre de ménages déplacés à 2 984 ménages. Nous considérons ici les données présentent dans le tableau démographique (données croisées entre le comptage, les observations les informateurs clés et groupes de discussion). Nous choisissons donc de retenir une démographie globale de 7 061 ménages, dont 2 984 ménages déplacés, 241 ménages retournés et 3 836 ménages de la communauté hôte ce qui semble plus cohérente par suite du croisement des données.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)		
Déplacés	2624	2984
Retournés	910	241
Communauté hôte / autochtones	2779	3836
Réfugiés	0	
Rapatriés / expulsés	0	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	6313	7061
--	------	------

Taille moyenne des ménages (EM)	7,1	-
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	14%	-

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	26%	-
---	-----	---

Estimation du nombre de familles d'accueil	28	-
--	----	---

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)		
Avant la crise		1548
Après la crise		50133

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)		
Avant la crise		3836
Après la crise		7061

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	2984
Retournés	241
Communauté hôte / autochtones	3836
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	7061

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	32	92%	8	89%	40	91%
>125 mm	2	8%	1	11%	3	9%
MAG	32	92%	8	89%	40	91%

Filles de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	34	100%	5	86%	39	98%
>125 mm	0	0%	1	14%	1	2%
MAG	34	100%	5	86%	39	98%

Enfants de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	66	96%	13	88%	79	95%
>125 mm	2	4%	2	12%	4	5%
MAG	66	96%	13	88%	79	95%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	2	5%
185-230 mm	42	74%
>230 mm	12	21%
MAG	44	79%

IC

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	0	0	0
115-125 mm	0	0	0
MAG	0	0	0

Filles de moins de 5 ans	n	n	n
<115 mm	0	0	0
115-125 mm	0	0	0
MAG	0	0	0

Enfants de moins de 5 ans	n	n	n
<115 mm	0	0	0
115-125 mm	0	0	0
MAG	0	0	0

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	0
185-230 mm	0
MAG	0

Analyse Nutrition

Dans la zone enquêtée, on constate l'absence de cas de malnutrition aigüe sévère parmi les enfants de moins de 5 ans. Les taux de malnutrition aigüe modérée restent cependant très élevés avec 95% des enfants de moins de 5 ans qui en sont atteints, les filles sont les plus touchées (98%) bien que la prévalence de MAM parmi les garçon reste critique (91%). On note également d'important taux de malnutrition aigüe sévère (5%) et modérée (74%) parmi les femmes enceintes et allaitantes. Le risque est de basculer dans un état de malnutrition sévère est particulièrement présent pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà dans un état de malnutrition modérée si rien n'est fait dans ce domaine. Les participants aux groupes de discussions ont fait référence aux conséquences de la crise sur le plan alimentaire, notamment la destruction des cultures, mais également aux aladies des cultures, à la forte pression démographique exercée sur les ressources en raison de l'arrivée des populations déplacées par les catastrophes naturelles, et au changement du calendrier agricole en raison du changement climatique. Ces phénomènes réduisent la disponibilité des denrées alimentaires ce qui peu aggraver la situation nutritionnelle des ménages et accroître lenombre de cas de alnutrition aigüe sévère et modérée. Par ailleurs, ils ont également mentionné les problèmes rencontrés par les ménages pour avoir accès à une eau de boisson de qualité. Une partie importante des ménages continue de s'approvisionner auprès de sources non améliorées, telles que des puits traditionnels ou les eaux de surface du fleuve Congo. Cette situation expose les ménages aux maladies hydriques comme la diarrhée, l'une des principales causes de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	53%	8	
Agriculture de subsistance	38%	8	
Agriculture de rente	2%	0	
Activités de pêche	6%	6	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	2	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	2%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	98%	-	
Non	2%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
		Aucun(e)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	100%	-	
Non	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	#DIV/0!	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	#DIV/0!	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	#DIV/0!	-	
Autre	#DIV/0!	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	64%	8	
Non	36%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	8	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	44%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	21%	-	
Marché	69%	-	
Travail pour de la nourriture	54%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	29%	-	
Achat auprès d'un voisin	3%	-	
Petit commerce	21%	-	
Vente de braises/charbon, etc	16%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	35%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	1%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	3%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)

Aucune réserves		54%	-	5
1-2 semaines		2%	-	3
3-4 semaines		9%	-	
Plus de 4 semaines		35%	-	1



Nombre moyen de repas par jour (EM)

Pour les adultes hommes	1	-
Pour les adultes femmes	1	-
Pour les garçons de moins de 18 ans	2	-
Pour les filles de moins de 18 ans	2	-

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³

Acceptable (>42)		19%	-	1
Limite (28-42)		34%	-	3
Pauvre (≤28)		48%	-	5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴

Durable (<4)		14%	-	1
Sous pression (<19)		28%	-	3
Crise / urgence (≥19)		58%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

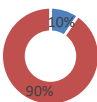
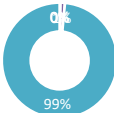
La situation de sécurité alimentaire dans la zone enquêtée est marquée par de fortes inégalités. En effet, bien que l'ensemble des ménages enquêtés ait indiqué avoir accès à la terre (98%) et à un marché fonctionnel au cours des 7 derniers jours (100%), uniquement 19% des ménages enquêtés ont un score de consommation alimentaire acceptable et 58% ont un recours critique aux stratégies d'adaptation néfastes. En effet, alors que 35% des répondants indiquent compter avec plus de 4 semaines de réserves alimentaires, 54% en ont aucune, notamment en raison de l'endommagement des cultures mais également de la fluctuation des prix au marché central de Kabalo. Ces informations sont confirmées par les groupes de discussions qui affirment que la faim est importante dans les localités concernées. Cette situation peut s'expliquer par la vulnérabilité économique des ménages, dont 53% dépendent du travail journalier comme principale source de revenus et 38% de l'agriculture de subsistance. Les participants aux groupes de discussion attribuent la situation alimentaire critique aux inondations, la destruction des habitations et les incendies ayant anéanti une partie des cultures et accentué la précarité des ménages déjà vulnérables, ainsi qu'à l'arrivée des populations sinistrées et aux aléas du changement climatique, qui limitent fortement l'accès aux ressources alimentaires. Ainsi, la combinaison des catastrophes naturelles (inondations, incendies), de la pression démographique, des maladies agricoles et du manque de moyens de production confirme que la faim reste élevée et persistante dans la zone.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC²)			
Maison (construction durable)	10%	8	
Maison (construction non-durable délabrée)	81%	8	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	0%	1	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	9%	5	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)			
Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	45%	-	
En famille d'accueil	38%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	9%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	8%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)			
Oui, quelques-uns (moins de la moitié)			
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	55%	-	Sévérité 3
Non	45%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	7%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	38%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	38%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	9%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Dans la zone évaluée, les ménages vivent dans des habitations de qualité très variable, allant de constructions relativement durables à des maisons fragiles et souvent délabrées pour la majorité de la population enquêtée (81%). De nombreux déplacés sont hébergés par des familles d'accueil, tandis que d'autres trouvent refuge dans des églises, ce qui traduit une forte dépendance à la solidarité communautaire. Cette situation engendre cependant une promiscuité importante et accentue la pression sur des ménages hôtes déjà vulnérables. Les habitations sont généralement construites en briques soit en adobe, soit en briques cuites avec des toitures en tôles ou en pailles. Les maisons couvertes de pailles restent particulièrement exposées: elles laissent passer l'eau lors des pluies, plaçant les habitants dans des conditions de vie précaires. L'ensemble de ces éléments met en évidence la fragilité des ménages, qu'ils soient déplacés ou hôtes, qui manquent de ressources financières pour accéder à un logement indépendant et améliorer leurs conditions de vie.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

		EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)				
Oui		10%	-	
Non		90%	-	
Ne sait pas		0%	-	
Ne se prononce pas		0%	-	
Score card AME				
< 1		0%	-	1
1 – 1.9		0%	-	2
2 – 2.9		0%	-	3
3 – 3.9		1%	-	4
4 – 5		99%	-	5

Analyse AME

Les résultats de l'enquête dans la zone concernée montrent que la plupart des ménages déplacés souffrent d'un manque sévère d'articles ménagers essentiels (AME), ayant perdu la majorité de leurs biens lors des incendies de brousse qui ont ravagé le site de Kibunjibuya. Les communautés hôtes, déjà très limitées en ressources, disposent elles-mêmes de peu d'AME et doivent partager le peu qu'elles possèdent avec les déplacés, ce qui accentue la précarité générale. Cette situation met en évidence une vulnérabilité aiguë des ménages, incapables de reconstituer leur équipement domestique de base et contraints de vivre dans des conditions difficiles, réduisant leur autonomie et portant atteinte à leur dignité.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			16
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	0	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	0	
Source naturelle non-aménagée	-	0	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	0	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	13	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	21%	-	1
Source non-améliorée	44%	-	3
Eau de surface	35%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	35%	-	2
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	2%	-	
Pour l'hygiène personnelle	11%	-	
Pour cuisiner	9%	-	
Pour d'autres fins domestiques	10%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			Aucun, tous les ménages ont assez d'eau
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	78%	-	
De 31 minutes à 2 heures	22%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	4%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	15%	1	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	1%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	15%	0	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	0%	0	
L'eau est trop chère	21%	1	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	88%	8	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	52%	4	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	#DIV/0!	-	
Les hommes adultes	#DIV/0!	-	
Les femmes adultes	#DIV/0!	-	
Les garçons de moins de 18 ans	#DIV/0!	-	
Les filles de moins de 18 ans	#DIV/0!	-	
Ne sait pas	#DIV/0!	-	
Ne se prononce pas	#DIV/0!	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	6%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	25%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	44%	-	
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	4
Accès à de l'eau de surface uniquement	35%	-	
Pas assez d'eau pour boire	2%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	3%	-	1
Oui, eau seulement	10%	-	3
Non	86%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui		18%	-
Non		80%	-
Ne sait pas	18%	1%	-
Ne se prononce pas		0%	-
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui		0%	-
Non		99%	-
Ne sait pas		1%	-
Ne se prononce pas		0%	-
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	1	
Eau stagnante	-	1	
Déchets solides domestiques	-	8	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5, 7}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	1%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	57%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	13%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	28%	-	5

Analyse EHA

Dans la zone étudiée, l'accès à l'eau potable est globalement jugé préoccupante et demeure marqué par de fortes inégalités. Une partie importante des ménages continue de s'approvisionner auprès de sources non améliorées (44%), telles que des puits traditionnels ou les eaux de surface du fleuve Congo (35%).

La population affirme disposer de quantités suffisantes d'eau pour la boisson (98%), la cuisine (91%), l'hygiène (89%) et les autres usages domestiques (90%). La majorité parvient à s'approvisionner en moins de trente minutes (78%), bien qu'une minorité soit contrainte de parcourir des distances plus longues. La collecte d'eau repose principalement sur les femmes et les filles.

Les ménages déplacés, ayant perdu leurs biens essentiels lors des incendies du site de Kibunjibuya, souffrent d'un manque criant de récipients pour puiser et stocker l'eau, les obligeant à se contenter de quantités réduites et accentuant leur fragilité face aux besoins quotidiens en eau potable et aux usages domestiques.

Sur le plan sanitaire, les cas de diarrhée et de fièvre sont fréquemment signalés, probablement liés à la consommation d'eau provenant des rivières et autres sources de surface mais également au manque d'accès à des installations sanitaires améliorées, aggravant la vulnérabilité des communautés déjà confrontées à des conditions de vie précaires. En effet, 71% des ménages enquêtés utilisent des installations sanitaires non-améliorée et 28% n'en a pas accès, pratiquant la défécation à l'air libre. Par ailleurs, 86% des répondants indique ne pas avoir accès à des dispositifs de lavage des mains, et uniquement 3% se lavent les mains avec de l'eau et du savon. Enfin, il convient de noter que les latrines ne disposent pas de portes séparées pour les hommes et les femmes, ce qui limite la préservation de l'intimité et pose des problèmes d'organisation et de confort pour les usagers.

Cette situation est aggravée par la présence de déchets et d'eaux stagnantes dans les villages, révélant des besoins urgents en infrastructures sanitaires adaptées ainsi qu'en sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène afin de réduire la propagation des maladies.

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		91%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		7%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		2%	-
Autre		0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		88%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		9%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		3%	-
Autre		0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure		95%	-
Entre 1 heure et 2 heures		5%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	8
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

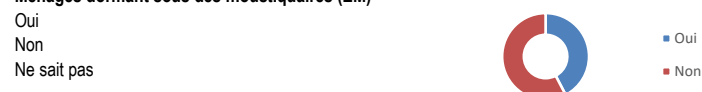
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	4	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	8	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	35%	-	2
Fièvre	51%	-	
Toux	41%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	0	0
Infection Respiratoire Aigue	0	0
Diarrhées aiguës	0	0
Typhoïde	0	0
Malnutrition aigue globale	0	0
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

OuiNon, manque modéréNon, manque graveNe sait pas
Non consensus
Oui, beaucoupOui, un peuNon

Analyse Santé

Dans la zone étudiée, la population recourt principalement aux structures de santé disponibles centres de santé, postes de santé et hôpital situées à proximité et généralement accessibles en moins de trente minutes de marche. Les femmes enceintes y accouchent le plus souvent et les malades y sont pris en charge. Toutefois, l'accès aux soins reste limité en raison de plusieurs obstacles majeurs : pénurie de médicaments, faibles moyens financiers et coût élevé des prestations.

Selon les participants aux groupes de discussion, les enfants sont particulièrement vulnérables à diverses maladies, notamment les infections respiratoires aiguës, la gale, la malnutrition, le paludisme, la fièvre typhoïde, les maladies d'origine hydrique et la grippe. Chez les adultes, les pathologies les plus fréquentes incluent le rhumatisme, l'hypertension artérielle, les infections diverses, les troubles gastriques, le paludisme et la fièvre typhoïde.

Les décisions relatives au recours aux soins sont généralement prises par les hommes, qui en assurent le financement, bien que dans certaines familles elles soient prises conjointement par les deux conjoints. Les ménages dépourvus de ressources financières se tournent vers les guérisseurs traditionnels ou les églises pour des prières.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	10%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non consensus	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	12%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	4	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	10	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
8	8	8	7
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	1
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	0%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	0%	-
Pas de cas dans le ménage	99%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	0%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	0%	-
Pas de cas dans le ménage	98%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	97%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	0%	-	
Agression sexuelle	0%	-	
Violence physique ou harcèlement	3%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			
		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	1	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	7	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			
		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	8	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDI	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Dans le domaine de la protection, il apparaît que les risques de protection sont relativement faibles. Les principaux défis relevés concernent les violences domestiques ainsi que les mariages précoces. Aucun cas de violence sexuelle n'a été rapporté lors des discussions en groupes, mais les victimes peuvent être prises en charge dans les structures de santé locales d'après les participants aux groupes de discussion. Néanmoins, il convient de noter que les répondants à l'enquête ménage ont indiqué que ce type de service n'est pas d'usage. En effet, le manque de sensibilisation, conjugué à la honte et à la crainte de représailles, freine souvent les survivantes dans la dénonciation de ces abus. Elles restent ainsi particulièrement exposées, faute d'informations claires sur les démarches à suivre et d'un accès réel aux services de soutien.

En cas de conflit, la médiation repose principalement sur les autorités territoriales et les responsables locaux (chefs de blocs), qui jouent un rôle essentiel dans la résolution des différends au sein des communautés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	98%	-	1
Plus de 1 heure	2%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	8	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	10%	-	
Filles (Primaire)	8%	-	
Garçons (Secondaire)	10%	-	
Filles (Secondaire)	9%	-	
Total	9%	-	1
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	69%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	30%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
 Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
 Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
 Elles / Ils doivent travailler à la maison
 Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
 Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
 Mariage précoce / mariage forcé
 Grossesse précoce
 Faim
 La route pour aller à l'école est trop dangereuse
 Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
 Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
 L'école est trop loin
 L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
 Autre
 Ne sait pas
 Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
5	5
0	0
0	0
2	2
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)

Avant la crise

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

-

0%

-

0

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)

Avant la crise

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

-

0%

-

0%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant

Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise

Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5

0

0

Analyse Éducation

Dans la zone étudiée, toutes les écoles de l'axe sont opérationnelles et accessibles, la plupart étant situées à moins de 45 minutes de marche. Cependant, certains ménages (9%) déclarent que leurs enfants n'ont pas fréquenté l'école au cours des deux dernières semaines, en particulier parmi les familles déplacées. Les échanges avec les communautés hôtes et déplacées révèlent que de nombreux enfants n'ont pas accès à une éducation inclusive et de qualité, principalement en raison du manque de moyens financiers, des interruptions liées aux déplacements et de l'absence de fournitures scolaires.

Les parents affirment ne pas être en mesure de couvrir les frais scolaires, notamment pour les enfants âgés de 6 à 11 ans, ce qui affecte aussi bien les ménages déplacés que ceux hôtes. Malgré la gratuité de l'enseignement primaire, la scolarisation reste compromise : le nombre d'élèves non inscrits a nettement augmenté par rapport à la période précédant la crise. Cette situation met en évidence une réduction de l'accès réel à l'éducation, malgré un taux d'inscription global demeuré stable, et souligne l'impact durable de la pauvreté sur la scolarisation des enfants.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	96%	-	
Nutrition	0%	4	
Abris	0%	0	
AME	0%	6	
EHA	0%	0	
Santé	0%	6	
Education	0%	4	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	6	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	4%	14	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	12	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	8	
AME	-	12	
EHA	-	0	
Santé	-	0	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	16	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	92%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	37%	-	
Vouchers / foires	43%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	82%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	23%	-	
Autre	2%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	2%	-
Où recevoir l'assistance	91%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	91%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	3%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	62%	-
Comment donner son feedback	40%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	13%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	1%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	6%	-
Autre	2%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	38%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	88%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	6%	-
SMS	23%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	13%	-
Evenements communautaires	11%	-
Crieurs publics avec mégaphones	32%	-
Au travers des leaders communautaires	43%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	18%	-
Organisations / comités de femmes	9%	-
Autorités locales gouvernementales	12%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	42%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	78%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	57%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	8%	-
Evenements communautaires	6%	-
Crieurs publics avec mégaphones	19%	-
Au travers des leaders communautaires	21%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	36%	-
Organisations / comités de femmes	25%	-
Autorités locales gouvernementales	4%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

L'évaluation met en évidence une nette préférence des ménages pour une assistance diversifiée, qu'elle soit en espèces ou en nature. Les ménages expriment le souhait de recevoir du cash sous forme de paiements directs (92%) ou de transferts électroniques tels que le mobile money (37%) mais aussi des coupons ou la participation à des foires (43%). Ils privilégient également l'aide matérielle (82%), incluant la nourriture, les articles ménagers essentiels, les kits, ainsi que la réhabilitation ou la reconstruction des abris. Les besoins prioritaires identifiés concernent principalement l'alimentation, le cash et les biens domestiques de première nécessité.

En matière de communication sur l'aide humanitaire, la communauté recourt à une variété de canaux : échanges directs avec les travailleurs humanitaires, boîtes à plaintes, appels téléphoniques, relais des leaders communautaires ou religieux, annonces publiques au mégaphone, événements collectifs, SMS et discussions dans les lieux de culte.

Conclusions générales et commentaires

Au vu des données collectées lors de la présente enquête rapide multisectorielle par les équipes terrain Acted, quatre besoins prioritaires (par ordre d'importance) peuvent être distingués, à savoir : les moyens financiers (cash), les AME (casseroles, bidons, habits, etc.), la nourriture et les abris. Un élément qu'il semble également intéressant de mentionner en matière de priorisation de modalité est le fait que les ménages enquêtés préfèrent à niveaux similaires l'assistance en espèces (92%) et l'assistance en nature (82%) (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.). Signalons qu'en vue de la situation critique de la population ciblée en termes d'eau, hygiène et assainissement, une assistance en réhabilitation et constructions de points d'eau et installations sanitaires améliorées est fortement recommandée.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)